



L'agriculture urbaine est menacée par les politiques du gouvernement Bolsonaro

Par [Cida de Oliveira](#)

Mondialisation.ca, 12 février 2019

[Rede Brasil Atual](#)

L'article de Cida de Oliveira dans « Rede Brasil Atual » met en garde contre les obstacles au développement de pratiques agricoles durables en raison des intérêts de l'agronégoce et du secteur immobilier.

Selon le texte, l'activité qui donne accès à des aliments frais, plus sains et moins chers et l'engagement social et politique qui rapproche les communautés font de cette agriculture un espace de solidarité et de résistance au modèle de l'agriculture hégémonique. Cependant, étant donné la situation politique et économique actuelle au Brésil, avec une forte présence du lobby de l'agronégoce au gouvernement, tout cela devrait rencontrer de grandes difficultés pour continuer.



photo sur Rede Brasil Atual

[Voir le texte intégral](#)

Le maraîchage de légumes, de fruits, de racines, d'épices et de plantes médicinales dans les

fermes, les arrière-cours, les places, les terrains abandonnés et les écoles, dans les villes et leurs environs proches, joue un rôle de plus en plus important pour la sécurité alimentaire dans le monde. Selon une étude de l'organisation internationale Worldwatch Institute (WWI), 20% de toute la nourriture produite sur la planète sortent de ces platebandes, cultivées par plus de 800 millions de personnes.

Source de revenus pour des millions de familles – [dont des milliers au Brésil \[1\]](#) – c'est aussi une alternative durable pour l'occupation des espaces vides dans les villes. La culture, généralement exempte de pesticides et d'autres produits agrochimiques, utilise des déchets organiques extraits d'une grande partie des déchets ménagers produits dans les villes. Et les graines, les fleurs et les fruits des plantes attirent les oiseaux et les abeilles, contribuant ainsi à l'augmentation de la biodiversité locale.

L'activité, qui peut être individuelle ou collective, pour sa propre consommation ou pour la commercialisation, donne accès à des aliments frais, plus sains et moins chers, puisque la distance entre la production et le marché de consommation est beaucoup plus courte. De plus, l'engagement social et politique allant avec le rapprochement des communautés fait de cette agriculture un espace de solidarité et de résistance au modèle de l'agriculture hégémonique.

Difficultés

Cependant, tout cela devrait rencontrer de grandes difficultés pour continuer étant donné la situation politique et économique actuelle au Brésil, marquée par une forte présence du lobby de l'agronome au gouvernement. [\[2\]](#)

« Avec la législature conservatrice et l'agro-industrielle Tereza Cristina comme ministre de l'Agriculture de Bolsonaro, je ne vois pas de perspective d'avancée en faveur de propositions qui respectent l'environnement, qui réduisent les coûts et démocratisent l'accès aux aliments biologiques. Pas au niveau fédéral, où ces politiques sont coordonnées. Là, la perspective est autre, différente du renforcement de l'agriculture urbaine et de l'agroécologie », déclare le député fédéral Nilto Tatto (PT-SP), rapporteur de la Proposition de politique nationale pour la réduction des produits agrochimiques (PNARA) approuvée par une commission spéciale à la fin de l'année dernière. Le projet substitutif est prêt à être évalué en session plénière de la Chambre.

Connue comme la « muse du poison », l'actuelle ministre Tereza Cristina (DEM-MS) a présidé la commission spéciale qui a approuvé le remplacement du député fédéral Luiz Nishimori (PR-PR) pour des projets de loi conjoints qui révoquent dans la pratique la loi actuelle sur les produits agro-toxiques. Connu sous le nom de « [Paquet du poison](#) », il vise à faciliter encore plus l'enregistrement, la production, la commercialisation, l'importation et le stockage pour augmenter l'utilisation de ces produits dans le pays, qui en est déjà le premier consommateur mondial.

L'approbation, même en commission, peut être considérée comme une victoire si l'on tient compte de la configuration de la Chambre. C'est pourquoi, plus que jamais, l'agenda agricole prend une importance fondamentale à partir de cette période, où les perspectives sont mauvaises pour l'agriculture brésilienne du point de vue de la qualité alimentaire, de l'impact environnemental et même de la balance commerciale. Parce que les idées que ce gouvernement défend sont celles des entreprises agro-industrielles, de l'agrochimie, et non de la société brésilienne et mondiale. Outre le cadre institutionnel, cet agenda doit

continuer à mobiliser les mouvements sociaux et la société dans son ensemble. Après tout, nous parlons de la nourriture qui va se retrouver sur la table de chacun d'entre nous.

Litiges fonciers

Autre obstacle au développement et à l'expansion de l'agriculture urbaine, le différend sur les terres et les espaces qui peut être aggravé, entre autres, par les changements dans la régularisation foncière urbaine et rurale apportés par la loi 13.465/2017, découlant de la mesure provisoire 759/2016. « Il y a beaucoup d'insécurité dans l'utilisation des zones exploitées » explique Marcos José de Abreu, agronome, membre du Forum brésilien sur la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du Forum de Santa Catarina du combat aux impacts des agrotoxiques et des transgéniques.

Plus connu sous le nom de Marquito, le conseiller municipal élu du PSOL, à Florianópolis, a déjà vécu des expériences de ce genre. « Sur les cinq jardins communautaires que nous avons suivis de 2006 à 2010, trois ont été démobilisés pour cette raison. Une à Biguaçu, une autre à Itajaí et la troisième à Florianópolis, dans la zone de l'usine de compostage de la (dite) « [Revolução dos Baldinhos](#) » (Révolution de petits seaux). Celle d'Itajaí se trouvait dans un lotissement périphérique, qui disposait d'un terrain à proximité d'un pylône à haute tension. D'un jour à l'autre, la zone a été privatisée. Un document de légalisation a été présenté et le jardin a été détruit », dit-il.

Celui de Biguaçu, selon lui, se trouvait sur la propriété d'une église catholique.

“En articulation avec la mairie, un propriétaire est apparu qui a mis fin au jardin et démobilisé tout le groupe. La zone utilisée lors de la « [Revolução dos Baldinhos](#) » appartenait à la Companhia de Habitação Popular (COHAB). Alors que le jardin était exploité depuis deux ans, sans avertissement préalable, COHAB est passé sur les platebandes avec un engin de chantier, détruisant 60 tonnes de composé organique,” se souvient Marquito.

La « [Revolução dos Baldinhos](#) » à laquelle il fait référence est la gestion communautaire des déchets organiques articulée à l'agriculture urbaine. Conçue et réalisée avec la participation du Centre d'Etudes et de Promotion de l'Agriculture de Groupe (CEPAGRO) de la communauté Chico Mendes, dans le quartier de Monte Cristo, Florianópolis, il consiste en la gestion des déchets organiques et le compostage de tonnes de déchets qui jusqu'en 2008 étaient répartis dans les rues communautaires, augmentant la population de rats et de cas de leptospirose. Ces déchets organiques sont désormais stockés dans de petits seaux munis de couvercle. La population locale a bénéficié de gains nutritionnels et s'est débarrassée des ordures et des rongeurs.

“La majorité des consommateurs de produits agroécologiques sont ceux qui ont un pouvoir d'achat plus élevé ou une autre vision du monde. L'ancien maire de São Paulo, Fernando Haddad, a remporté un prix international précisément pour sa vision systémique de l'agriculture, l'alimentation et la gestion des déchets. Il a inclus dans les repas de l'école l'obligation d'avoir au moins une partie préparée avec des aliments biologiques. C'est à l'école que les pauvres avaient accès à une alimentation agroécologique. C'est puissant. Et cela a dérangé l'industrie alimentaire, qui accepte l'agriculture urbaine comme un marché de niche pour une partie de la population. Mais quand on le considère comme une garantie d'accès à une alimentation adéquate pour tous, les choses changent”, explique l'agronome.

Pour lui, l'agriculture urbaine qui permet aux plus pauvres d'avoir accès à une alimentation de meilleure qualité est aussi le moyen de surmonter les crises. « Cuba a réussi à sortir

d'une crise alimentaire majeure causée par l'embargo économique grâce à une politique d'agriculture urbaine, produisant à proximité des habitations. La pratique, qui a toujours existé, émerge dans les moments difficiles, comme après la guerre en Europe. La ville nord-américaine de Detroit, qui était la capitale de l'industrie automobile, est aujourd'hui une référence majeure en matière d'agriculture urbaine et de métiers. On en parle peu, mais c'est la porte de sortie pour notre survie ».

Réglementation

En novembre, la Commission de la Constitution et de la justice et de la citoyenneté de la Chambre a approuvé le projet de loi (PL) 906/15, rédigé par le député Padre João (PT-MG), qui crée la Politique nationale de l'agriculture urbaine et établit les mesures à prendre par le gouvernement fédéral en collaboration avec les états et municipalités.

La proposition définit l'agriculture urbaine comme l'activité agricole et d'élevage pratiquée dans les limites de la ville et intégrée au système écologique et économique urbain, pour la production d'aliments et d'autres biens destinés à la consommation propre ou à une commercialisation à petite échelle. Puisqu'il procède de façon concluante, il est renvoyé au Sénat sans qu'il soit nécessaire de le soumettre en session plénière de la Chambre des représentants.

La Commission sénatoriale de l'agriculture et de la réforme agraire examine le projet du sénateur Eduardo Braga (MDB-AM), qui régleme la production biologique de plantes alimentaires, ornementales et médicinales sur les terres urbaines non occupées appartenant à des particuliers ou à l'Union (PLS 353/2017). Approuvée par la Commission de l'environnement, la proposition vise également à permettre aux agriculteurs urbains d'accéder au Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF), avec des taux d'intérêt réduits allant jusqu'à 2,5% par an, ainsi qu'au Programme d'acquisition alimentaire (PAA) et au Programme national de nutrition scolaire (PNAE).

“Toute législation relative à l'agriculture considère que le producteur appartient aux zones rurales. Cependant, avec l'expansion des villes, certaines se trouvent dans des zones périurbaines. Avec cette proposition, ils peuvent également être inclus dans des programmes de promotion. C'est un axe. Reconnaître les espaces urbains vides et abandonnés comme des espaces de cultures vivrières et de création de jardins potagers collectifs et communautaires”, est une autre possibilité, explique l'anthropologue Mônica Birchler Vanzella Meira, chercheuse au Centre d'études en Gestion Alternative de l'Université fédérale de Rio Grande do Sul (UFRGS).

Membre du collectif « A Cidade Que Queremos » (*La ville que nous voulons*) et des « Hortelões Urbanos » (*Les horticulteurs urbains*), la militante est bénévole dans des jardins communautaires urbains, comme le jardin Lomba do Pinheiro, du Centre Lupicínio Rodrigues, à Porto Alegre. Elle affirme que le gouvernement de l'état du Rio Grande do Sul a approuvé une loi similaire, en août dernier.

Il faut faire attention à la législation pour qu'un « projet de jardin » ne soit pas une justification pour empêcher l'utilisation sociale de la propriété. Dans le cas de la population en général, je pense que la promotion des platebandes et des jardins potagers urbains peut susciter un intérêt pour la production biologique et encourager la proximité avec les agriculteurs, réduisant ainsi le nombre d'intermédiaires dans cette chaîne. Il y a beaucoup d'avantages que la culture peut apporter à ceux qui s'intéressent aux jardins

communautaires. »

Mônica note que le projet de loi devrait être articulé avec les municipalités en ce qui concerne l'utilisation des terres. En d'autres termes, il doit être inclus dans les plans directeurs respectifs, puisque les états et les municipalités légifèrent sur l'occupation des terres. Et que l'autorisation d'élever de petits animaux dans les zones urbaines peut, à juste titre, être interdite par l'organisme municipal de surveillance de la santé.

“L'utilisation des pesticides dans les zones urbaines et périurbaines mérite également notre attention. Certains pesticides, bien qu'approuvés pour l'agriculture biologique, sont nocifs et toxiques pour les pollinisateurs. Mais la proposition, bien qu'elle ne parle que des zones urbaines, aide beaucoup les producteurs qui, pour une raison ou une autre, se sont établis dans cette frange entre zones urbaines et rurales et qui ont des problèmes d'enregistrement des producteurs et, par conséquent, d'accès aux programmes de développement.”

Autres points positifs, selon elle, la promotion de l'utilisation des zones urbaines abandonnées pour la culture et l'accès à l'assistance technique, qui aide de nombreuses initiatives populaires et communautaires autour d'un jardin qui attire de plus en plus l'intérêt de la population générale.

Cida de Oliveira

Version française : [Autres Brésil](#)

Voir en ligne : [Observatorio das Metropoles](#)

[1] Rachel Knaebel, Basta ! « Comment des habitants de São Paulo s'organisent pour transformer des sources urbaines en parcs et jardins autogérés »

[2] [Des données révèlent que le Brésil est, depuis 2008, le champion du classement mondial de l'usage des produits phytosanitaires](#)

La source originale de cet article est [Rede Brasil Atual](#)
Copyright © [Cida de Oliveira](#), [Rede Brasil Atual](#), 2019

Articles Par : [Cida de Oliveira](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca